Dossier page 6

EUROPE-USA : PAS QUESTION QUE LES TRAVAILLEURS PAYENT LA FACTURE

Premières lignes pages 8 et 9

LUTTES DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES
CONTRE LES LICENCIEMENTS !

RÉVOLUTIONNAIRES

28 20 FÉVRIER 2025 · 2 € · LE JOURNAL DU **NPA-RÉVOLUTIONNAIRES**

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

TRUMP, POUTINE ET LEURS ALLIÉS : LES OLIGARQUES DE LA PLANÈTE CONTRE LES PEUPLES

ÉDITORIAL
Licenciements : pour que la peur change de camp !

Aux États-Unis, l'agence fédérale consacrée à l'aide internationale a été démantelée en quelques semaines, sans même que ses employés aient pu récupérer leurs affaires personnelles. Cela a concerné 2 200 agents fédéraux. Mi-février, ce sont 200 000 fonctionnaires stagiaires qui ont été licenciés. Les Trump et les Musk s'en prennent aux migrants et aux fonctionnaires. Et, demain, à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, qu'ils attaquent bout par bout.

L'HÉCATOMBE, C'EST AUSSI DE CE CÔTÉ DE L'ATLANTIQUE !

Cela se passe aux États-Unis et Trump-Musk sont des brutes ? Certes. Mais ce que font l'État et les patrons français est-il si différent ? Le 14 février, on apprenait que le personnel de trois revues musicales prestigieuses était licencié par leur nouveau propriétaire, le PDG du groupe Albin Michel : rentables, mais pas assez ! Même chose dans l'industrie du jeu vidéo qui a licencié 14 000 personnes dans le monde en 2024, dont plusieurs centaines en France.

À Cholet et Vannes, Michelin a décidé de fermer deux usines : 1 254 travailleurs licenciés. Même chose pour les salariés du groupe Auchan qui a annoncé le licenciement de 2 389 salariés. Et l'on ne compte pas les entreprises plus petites qui ferment leurs portes, sous-traitants de donneurs d'ordre

SUITE PAGE 2 >>

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

POLITIQUE p. 1 à 3

Éditorial
Licenciements : pour que la peur change de camp !

Un budget de guerre sociale

Surenchère raciste sur fond de remise en cause du droit du sol

Justice des mineurs : Attal sur les traces de l'extrême droite

Politique anti-drogue : Retailleau sous excitants, la police euphorise

Notre-Dame de Béharram : le mensonge coûte que coûte

INTERNATIONAL p. 4-5

Trump et Poutine : les oligarques de la planète contre les peuples

Législatives en Allemagne : la « grande coalition » de la diversion

Palestine : bombardements entre deux trêves et colonisation

Derrière la guerre dans le Kivu, la main des puissances impérialistes

DOSSIER p. 6-7

EUROPE-USA : PAS QUESTION QUE LES TRAVAILLEURS PAYENT LA FACTURE

Alliés à la scène, concurrents dans la vie

Bruits de bottes sur l'Europe

L'extrême droite à l'assaut d'une Europe forteresse

Concurrence entre capitalistes ? Unité entre travailleurs !

PREMIÈRES LIGNES p. 8-9

Contrôles policiers dans les transports en commun : un coup de com' du capo Retailleau

IDS Canteleu au bord de l'effondrement

Éducation nationale, la saignée…

Journée de grève nationale dans le jeu vidéo

Thales coule les emplois

Lubrizol veut faire partir en fumée 169 emplois

VIE DU PARTI p. 10

Les rencontres nationales ouvrières approchent

Programme du prochain week-end de formation jeunes

Les prochaines initiatives publiques en région

CULTURE p. 11

HISTOIRE
1945, la destruction de Dresde

FILMS
Château Rouge
Je suis toujours là

NPA JEUNES p. 12

Mobilisations étudiantes contre les coupes budgétaires

>>> SUITE DE L'ÉDITORIAL

qui ne leur en donnent plus, justement. Depuis septembre 2023, il y a eu, selon la CGT, 286 plans de suppressions d'emplois concernant près de 300 000 travailleurs.

Pendant ce temps, ce qui occupe le gouvernement, c'est sa propagande raciste sur l'insécurité (montée en épingle) et contre les migrants. Sur les licenciements, silence radio. Quand le gouvernement s'intéresse à l'emploi, c'est pour durcir les conditions du chômage !

LEURS MILLIARDS DE PROFITS ET LA MENACE DU CHÔMAGE SUR TOUS LES TRAVAILLEURS

Michelin affiche 1,9 milliard de profits. Auchan appartient à la famille Mulliez, cinquième fortune de France, et a touché ces dernières années plus de 500 millions d'euros d'aides publiques en tout genre. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Les grosses entreprises donneuses d'ordre, celles qui sont à l'origine de la vague de licenciements, vont bien. Alors, pourquoi ces licenciements ? Bien sûr pour faire davantage de profits en exigeant le même travail avec moins de salariés. Mais pas seulement.

Aux États-Unis, un des chefs de l'administration Trump déclarait il y a deux ans, parlant des fonctionnaires : « *Nous voulons que les bureaucrates soient traumatisés* », ajoutant qu'il voulait qu'ils aillent au travail la boule au ventre. Et c'est bien le résultat que le patronat, là-bas comme ici, voudrait obtenir : précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs – même ceux qui se croient protégés par leur statut ou la spécificité de leur travail – se sentent menacés et acceptent tout sans rechigner.

S'ORGANISER POUR UNE CONTRE-OFFENSIVE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Les directions syndicales dénoncent les licenciements. Mais elles laissent les travailleurs licenciés se battre entreprise par entreprise, et beaucoup le font avec détermination. Mais seuls, les uns après les autres, donc. Sans réelle coordination et sans autre perspective que de tenter de négocier le plus possible d'indemnités. Même pour cet objectif-là, c'est tout autre chose qui serait nécessaire ! Pour lutter contre les licenciements, les rendre impossibles, il faut une mobilisation d'ensemble, car oui, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont menacés.

En l'absence de volonté des directions syndicales, c'est par en bas qu'il faut créer les liens et fixer des objectifs communs. **Pour élargir progressivement la mobilisation d'une usine à la région, de la région au pays, en faire un événement politique. Et faire que ce soient les patrons et les possédants qui aient la boule au ventre !**

• 17/02/2025

Un budget de guerre sociale

« Un effort jamais vu depuis vingt-cinq ans », a proclamé Bayrou à propos du budget de l'État 2025, finalement adopté à coup « de 49.3 » début février. Macronistes, droite, RN et PS se sont entendus pour faire payer une austérité record aux classes populaires. Réduire le « déficit public » de 50 milliards d'euros – après un cumul en 2023 et 2024 de 70 milliards de trous dans les comptes publics, par largesse délibérée envers les entreprises du CAC 40 et des milliardaires – vaut bien, à leurs yeux, le sacrifice des services publics essentiels à la population (–24 milliards), des collectivités territoriales (–2 milliards) et de la Sécurité sociale (–8 milliards).

Alors qu'il y a plus de 4,2 millions de personnes mal logées, que la liste des demandeurs et demandeuses de HLM bat tous les records (2,7 millions contre 2,1 millions en 2021), les crédits alloués au logement sont réduits de 850 millions d'euros. Dans l'Éducation nationale, et malgré l'annulation de la suppression des 4 000 postes d'enseignants prévue par Barnier (et l'autosatisfaction ridicule du PS à ce sujet), les montants alloués, en tenant compte de l'inflation, sont réduits de 1,2 milliard d'euros. Une coupe sensible. Côté recherche et enseignement supérieur, la baisse est similaire (–1,3 milliard), ce qui provoque d'ores et déjà des désastres dans les budgets des universités et la colère et la mobilisation des membres du personnel et des étudiants (voir page 12).

En pleine remontée du chômage, le gouvernement a la riche idée de réduire de 4,4 milliards d'euros le budget alloué au travail et à l'emploi. C'est la coupe la plus importante de ce budget 2025. Plus de 40 % du budget des emplois aidés est notamment raboté.

La culture est elle aussi sacrifiée : les montants alloués au patrimoine chutent de 200 millions d'euros, la « *transmission des savoirs et la démocratisation de la culture* » perd 20 millions d'euros, et le pass Culture voit son budget chuter de 97 à 72 millions d'euros[1]. L'écologie, le sport, l'audiovisuel public, l'aide au développement sont également passés à la moulinette des économies. Près de 800 millions d'euros vont être économisés sur le dos de la santé des fonctionnaires et des agents contractuels du secteur public, avec la baisse de leur indemnisation en cas d'arrêt maladie à 90 % au lieu de 100 %. Les cotisations des complémentaires santé (qui couvrent 96 % de la population) vont augmenter.

Les seuls ministères qui voient leur budget augmenter sont l'armée, la police et la justice. Tout un programme.

Côté recettes, les entreprises réalisant plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires, notamment, vont voir le taux d'imposition sur leurs bénéfices exceptionnellement grimper de 25 à 30 %, et celles gagnant plus de 3 milliards, de 25 à 35 %. Si la mesure doit rapporter seulement 8 milliards d'euros aux caisses de l'État en 2025, elle a suffi à faire hurler à la mort le PDG du groupe de luxe LVMH, Bernard Arnault, qui a menacé de délocaliser ses activités aux États-Unis. Mais qu'il se rassure : le ministre de l'Économie et des finances, Éric Lombard, a d'ores et déjà indiqué que cette hausse du taux d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises ne s'appliquerait qu'en 2025. Ouf ! Les riches peuvent respirer. En attendant, ce sont tous les autres qui risquent l'asphyxie.

PAR **MARIE DAROUEN** • 18/02/2025

1. Voir sur notre site : « Éducation nationale : le ministère coupe à la hache dans la culture ».

>>>

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS

6 MOIS ..... 20€
..... OU 25€ PRIX DE SOUTIEN

12 MOIS ..... 40€
..... OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

• **PAR CARTE BLEUE**
https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000

• **PAR VIREMENT**
Envoyez un mail à
abonnement@npa-revolutionnaires.org

• **PAR CHÈQUE**
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : *LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA* **BP60008 IVRY 94201 CEDEX**

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 28 • 20 FÉVRIER 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« *LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA* »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION *POP - PARIS OFFSET PRINT*
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

SURENCHÈRE RACISTE SUR FOND DE REMISE EN CAUSE DU DROIT DU SOL À MAYOTTE

Alors que Mayotte peine à se remettre du cyclone Chido qui l'a dévastée le 14 décembre dernier, la seule préoccupation du gouvernement Bayrou, avec l'appui du Rassemblement national (RN), est de remettre une nouvelle fois en cause le droit du sol sur l'île.

Cela a déjà été fait en 2018 : par une mesure dérogatoire s'appliquant uniquement à Mayotte, un enfant né sur l'archipel ne peut devenir français que s'il prouve qu'un de ses parents était en situation régulière depuis au moins trois mois avant sa naissance. Le 6 février dernier, l'Assemblée nationale a entériné une nouvelle restriction : un enfant né à Mayotte ne pourra accéder à la nationalité française à sa majorité que si ses deux parents ont été présents légalement depuis trois ans avant sa naissance…

Autant dire qu'il s'agit d'une suppression pure et simple du droit du sol, l'immigration légale y étant impossible. Sans parler de l'accès à la préfecture, bloqué par des collectifs anti-immigration pour empêcher les demandeurs de faire leurs démarches de régularisation. Ces collectifs reprennent les idées xénophobes défendues par le RN, mais aussi le groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (Liot) ou Les Républicains (LR), qui affirment que tous les maux du département le plus pauvre de France sont causés par l'immigration depuis les autres îles des Comores. Un discours qui conforte l'impérialisme français. Il a préempté Mayotte, île comorienne, pour ses intérêts stratégiques et se contrefiche de la pauvreté de ses habitants, ne réalisant pas les investissements nécessaires pour développer ce territoire. La France a créé une frontière entre des îles peuplées par une même population et prétend y empêcher toute circulation. La précédente restriction du droit du sol n'a eu aucun effet sur la présence de Comoriens considérés comme illégaux à Mayotte, car c'est l'extrême misère de la région qui en est la cause : si Mayotte est pauvre, avec un PIB par habitant de 9 000 euros par an (contre 21 378 dans l'Hexagone), les autres îles des Comores le sont encore plus avec 703 euros par habitant et par an.

Cette nouvelle remise en cause du droit du sol à Mayotte a été l'occasion pour Marine Le Pen de surenchérir en parlant de supprimer le droit du sol sur l'ensemble du territoire français. Quant à Bayrou et ses ministres, leur politique consiste à courir derrière le RN, c'est-à-dire à conforter ses perspectives les plus racistes et ségrégationnistes.

PAR **LYDIE GRIMAL** • 17/02/2025

Justice des mineurs : Attal sur les traces de l'extrême droite

Dans la droite ligne de sa formule « *tu casses, tu répares* », Gabriel Attal s'attaque à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Créée aux lendemains de la guerre, la PJJ affirmait qu'un jeune en situation de délinquance était un jeune en danger qui devait être protégé. Aujourd'hui, les gouvernants théorisent la rigidité éducative et la répression, tout en passant sous silence leur propre responsabilité dans la casse de la protection de l'enfance et de toute action de prévention. Le projet de loi Attal se présente comme une réponse aux violences urbaines de l'été 2023, qui avaient suivi le décès de Nahel, tué par un policier.

Après avoir fait pleuvoir les plans de licenciements à la PJJ comme dans l'ensemble des institutions sociales, le gouvernement Macron et ses sbires s'attaquent maintenant au fond, en transformant la protection et la prévention en punition des plus défavorisés. Comparutions immédiates, sanctions parentales, dérogations à l'excuse de minorité : la proposition de loi Attal présentée le 12 février est une attaque frontale contre les principes fondamentaux de la justice des mineurs. Sous couvert de « *restaurer l'autorité* », ce projet ne vise qu'à renforcer le système répressif et à criminaliser les enfants des classes laborieuses. Attal clame qu'il faut « *être plus ferme dans la réponse pénale* » : une énième opération politique inspirée par l'extrême droite, dans la lignée des attaques contre le droit du sol et de la criminalisation des populations considérées comme « dangereuses » par la classe dominante.

Attal et ses soutiens stigmatisent la violence… tout en protégeant celle de l'exploitation et de la misère sociale. Pour défendre les droits de la jeunesse, nous ne pouvons compter que sur nos combats, en commençant par refuser cette logique de sanction, de stigmatisation et de répression.

PAR **ANGELA KAYE** ET **ALBA ILUNTZEA** • 18/02/2025

NOTRE-DAME DE BÉTHARRAM : LE MENSONGE COÛTE QUE COÛTE

Des années 1950 aux années 2010 au moins, le collège-lycée Notre-Dame de Bétharram, vieille institution catholique des Pyrénées-Atlantiques, a été le cadre de violences physiques, d'agressions sexuelles et de viols. Alors que ces lignes sont écrites, 114 anciens élèves ont déposé des plaintes.

François Bayrou, président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques de 1992 à 2008, ministre de l'Éducation de 1993 à 1997, père d'enfants scolarisés dans l'établissement et époux d'Élisabeth Bayrou, enseignante de catéchisme à Bétharram, pouvait-il l'ignorer ?

Oui, selon lui.

Non, selon la presse de l'époque, Bayrou ayant apporté son soutien à l'établissement lors d'une cérémonie en 1996 en compagnie d'une ribambelle de politiciens et de notables locaux, alors même qu'un camarade de classe d'un de ses fils avait perdu 40 % de son audition à cause d'une gifle donnée par un surveillant et avait par la suite été forcé de rester dehors de nuit, par zéro degré, en slip et T-shirt.

Non, selon une professeure de mathématiques qui avait écrit au ministre pour lui parler du climat de violence dans l'établissement.

Non, selon le juge d'instruction qui enquêtait sur le père Silviet-Carricart, directeur de l'institution mis en examen en 1998 pour *« viol et agression sexuelle sur mineur de moins de 15 ans »*, que Bayrou a rencontré pour l'interroger sur l'affaire. Deux ans plus tard, le prêtre se suicidait et Élisabeth Bayrou se rendait à ses obsèques…

Aujourd'hui, même l'Église reconnaît une grande partie des faits, qui n'ont, pour l'essentiel, pas touché des fils de la bourgeoisie locale, mais des orphelins, des enfants de parents divorcés et quelques enfants rebelles, sur les familles desquels des pressions ont été exercées afin de faire régner le silence.

Voilà ce que Bayrou, champion de l'école privée – relevant à 97 % de l'enseignement catholique ! – défend à travers ses mensonges : une école odieusement réactionnaire, l'impunité de la veille bourgeoisie qui y a été formée et la société qu'elle veut maintenir à son image : abjecte.

PAR **J.-B. PELÉ** • 18/02/2025

Politique anti-drogue : Retailleau sous excitants, la police euphorise

Il aura suffi que la journaliste Élise Lucet leur propose quelques tests salivaires de dépistage de la drogue pour que plusieurs députés, macronistes ou de droite, s'insurgent… Pourtant, une semaine plus tôt, ils applaudissaient quand les policiers de Retailleau réalisaient des dépistages des conducteurs de bus pendant leur service, prétendument pour réagir fermement après le tragique accident de car qui a coûté la vie à une adolescente. 23 900 tests plus tard, 102 travailleurs se sont fait attraper. Ce sont 102 de trop évidemment, mais cela fait moins de 0,5 % à l'échelle de la profession… Les députés auraient-ils peur de ne pas faire aussi bien ?

LE TOUT-RÉPRESSIF CONTINUE, LE TRAFIC DE DROGUE PROSPÈRE

En attendant, ils commencent l'examen de la loi « narcotrafic », rédigée par deux sénateurs PS et LR, que leurs collègues ont votée à l'unanimité début février, avec le soutien du gouvernement.

Retailleau insiste pour que le parallèle soit fait entre lutte contre la drogue et lutte contre le terrorisme. Une formule stupéfiante, mais dont la signification est claire : il s'agit de renforcer les pouvoirs de la police. Pour dissimuler ses immanquables violences, une partie des informations ne rejoindra pas le dossier judiciaire mais se retrouvera dans un « dossier coffre », bien à l'abri des regards – la défense ne pourra pas connaître les techniques d'enquête utilisées, les flics auront carte blanche.

Rajouter des policiers ne réglera pas les problèmes de trafic et de violences qui pourrissent la vie des habitants dans les quartiers ouvriers, bien au contraire. Si le tout répressif fonctionnait, cela ferait longtemps qu'il n'y aurait plus de drogue en France ! Mais est-ce seulement l'objectif du gouvernement ?

LA FLÛTE CONTRE LA DROGUE

Pour que sa loi ne soit pas tout entière un renforcement de l'arsenal répressif contre les populations pauvres, Retailleau promet de s'attaquer aux réseaux de blanchiment d'argent… en autorisant les préfets à fermer des commerces. Lutter contre les milliards de la drogue en fermant deux snacks et trois supérettes ? L'argent des narco-bourgeois s'investit aux quatre coins du monde, dans l'immobilier, dans le luxe, par les mêmes circuits financiers que ceux des évadés fiscaux. Pas étonnant que Retailleau choisisse de détourner le regard de la bonne direction et réserve ses coups aux petites mains du bout de la chaîne.

PAR **BASTIEN THOMAS** • 16/02/2025

TRUMP ET POUTINE
Les oligarques de la planète contre les peuples

Le 12 février, le coup de téléphone de Trump à Poutine, où, pendant une heure et demie, les deux représentants de l'oligarchie mondiale auraient discuté des possibilités d'une négociation de « paix » en Ukraine, a quelque peu secoué les milieux politiques et médias dominants. Il ne leur a évidemment pas échappé que Trump a parlé à Poutine et pas à Zelensky ! Qu'il n'a pas non plus parlé aux responsables de l'UE, très vexés ! Les Européens ne décolèrent pas de ne pas avoir été invités. Macron a tenté d'allumer son contre-feu en réunissant le 17 février, en présence du secrétaire de l'Otan, huit dirigeants de l'UE et celui de Grande-Bretagne, qui prétendent participer au festin du repartage post-guerre. L'échange a surtout montré combien l'UE, dont Macron se voudrait le général, est divisée, entre autres à propos des « garanties de sécurité » d'un cessez-le-feu.

KRAMATORSK, UKRAINE, FÉVRIER 2025

Macron milite pour le déploiement de troupes, notamment françaises – un signe de son militarisme… avec la peau des autres ! La Grande-Bretagne et la Suède aussi, mais pas l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Et, tandis que tous glosent sur un tel engagement militaire, Trump de son côté fait rebelote et annonce des pourparlers russo-américains à Riyad pour le lendemain, 18 février !

Le sort de la population d'Ukraine n'est le souci d'aucun de ces chefs d'États et de gouvernements. Tant pis si le pays ne retrouve pas son intégrité territoriale. Tant pis si un deal consacre la mainmise de la Russie sur les régions qu'occupent ses troupes, dont le sud-est du pays et un vaste accès à la mer Noire. Puisque Trump a donné le signal de négociations, dont personne ne sait si elles sont hypothétiques ou certaines, lointaines ou proches, tout le monde suit, à reculons ! Ce « bon vent » aurait même fait grimper la bourse de Moscou.

PAS UN TOURNANT MAIS UN ABOUTISSEMENT DE LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS

Cela fait en réalité des mois que le lâchage de Zelensky était annoncé, par Biden déjà, qui, à plusieurs reprises, lui a refusé des aides financières et militaires. L'impérialisme américain a obtenu une bonne partie de ce qu'il cherchait par un appui savamment dosé à l'Ukraine et des sanctions économiques contre la Russie où il a trouvé son compte, en y entraînant bon gré mal gré l'ensemble de l'UE. Il a affaibli la Russie de Poutine en coupant l'Europe occidentale du gaz russe et d'autres liens commerciaux et financiers qu'elle avait avec la Russie. Il a affaibli par la même occasion ses alliés de l'Otan qui ont dû procéder à des conversions coûteuses, dont l'achat d'un gaz américain plus cher pour faire tourner leurs industries. Il a encouragé les États de l'UE à saigner leurs populations par l'augmentation de budgets militaires… dont une bonne part tombe dans les caisses des marchands d'armes américains.

L'impérialisme américain estime probablement n'avoir désormais plus grand intérêt à soutenir ce « front » ukrainien. Son appui inconditionnel à Netanyahou renforce sa présence au Moyen-Orient (et accessoirement a forcé Poutine à lâcher sa base militaire en Syrie, et l'ouverture sur la Méditerranée). Trump a aujourd'hui plus à perdre à continuer l'affrontement avec la Russie, alors que le cœur des tensions inter-impérialistes se joue désormais avec la Chine.

À NOUVEAU, UN PEUPLE « LÂCHÉ »

Et pour le peuple ukrainien ? Tout dépend de qui on parle et de quelle classe. Victimes collatérales de la guerre, quelques hauts fonctionnaires et gradés, quelques oligarques ont été bousculés par Zelensky, dont l'ancien président Porochenko, suspect de le concurrencer à de prochaines élections. Mais les vraies et seules victimes de la guerre et de ses destructions sont les classes populaires : souvent privées d'eau, d'électricité, de nourriture, de toit et de travail comme de possibilités de réagir sous une loi martiale destinée à étouffer toute opposition ouvrière et populaire. Si des négociations s'engagent entre Trump et Poutine (avec Zelensky et les représentants de l'UE, dont Macron, sur des strapontins ou pas), on peut penser que ce sera avec quelque inquiétude de leur part sur les réactions possibles, à court ou plus long terme, des travailleurs d'Ukraine. La désillusion face à la politique de Zelensky, de recours à l'aide militaire occidentale pour prétendument repousser les troupes et les ambitions annexionnistes de Poutine, peut se transformer en colère et en mobilisation.

> « La situation présente et à venir, de difficiles lendemains de guerre, peut déclencher des prises de conscience et des luttes. Jamais ni nulle part les armes d'impérialistes n'ont aidé durablement les peuples à se libérer du joug de puissants. »

Contre l'agression de l'impérialisme russe, les classes populaires ukrainiennes n'ont malheureusement pas pu organiser elles-mêmes leur propre défense, avec un propre programme de classe, internationaliste, qui aurait cherché des alliés du côté des travailleurs russes. Du côté russe, la voie d'une politique internationaliste n'a pas été trouvée non plus. Mais la situation présente et à venir, de difficiles lendemains de guerre, peut déclencher des prises de conscience et des luttes. Jamais ni nulle part les armes d'impérialistes n'ont aidé durablement les peuples à se libérer du joug de puissants. Même si la voie en est difficile, l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

PAR **MICHELLE VERDIER** • 17/02/2025

LÉGISLATIVES EN ALLEMAGNE

LA « GRANDE COALITION » DE LA DIVERSION, ET LA CAMPAGNE DES RÉVOLUTIONNAIRES DANS TROIS CIRCONSCRIPTIONS

Brefs extraits de l'éditorial des bulletins d'entreprises de nos camarades du RSO (Allemagne), du 12 février 2025.

À une semaine des élections législatives en Allemagne, comme les week-ends précédents, des manifestations massives ont eu lieu contre la droitisation générale du paysage politique. Le 8 février, rien qu'à Munich, ils étaient bien plus de 250 000. Cela montre combien les gens sont révoltés, à juste titre, et ne sont pas près d'accepter que la campagne électorale soit toujours plus dominée par les propos haineux d'extrême droite et par les discours du probable futur chancelier Merz [CDU, chrétiens-démocrates, droite], qui, à l'unisson avec l'AfD [Alternative pour l'Allemagne, extrême droite], cherche à réduire à néant le droit d'asile.

Dans ces manifestations, beaucoup de discours s'en sont pris à la collaboration de fait de la CDU avec l'AfD, mais aucun ne s'est attaqué au contenu-même de leur politique. C'est de cette manière que le SPD [Parti social-démocrate] et les Verts cherchent à se présenter en défenseurs de « la démocratie », alors qu'ils font eux-mêmes des immigrés les boucs émissaires de la situation. Tout ce tintamarre médiatique autour de l'immigration arrive comme une bénédiction pour les super riches et les grosses entreprises. Des attaques sur les salaires et les conditions de travail sont en préparation, ainsi que des cadeaux aux entreprises. Les voilà les vrais dangers qui nous menacent !

« POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES, SANS GUERRE ET SANS EXPLOITATION ! »

C'est pour le dire que les candidates de deux organisations révolutionnaires, celle du RSO (Revolutionäre Sozialistische Organisation) et de RIO (Revolutionäre Internationalistische Organisation) se présentent dans trois circonscriptions du pays. La campagne électorale est pour nos candidates l'occasion de mettre en avant un programme de lutte. Elles défendent aussi le droit des immigrés à rester en Allemagne et dénoncent les violences faites aux femmes et aux LGBTQIA+. Voter pour ces candidates, c'est exprimer notre confiance en la force des travailleuses et des travailleurs.

GAZA, CISJORDANIE

Bombardements entre deux trêves et colonisation

Ce 17 février, alors que venait de s'achever la première phase du cessez-le-feu à Gaza, avec les échanges prévus d'otages, et que doivent se négocier les modalités de la suite de la trêve, l'aviation israélienne a bombardé un convoi de camions dans la ville de Khan Younes (près de Rafah au sud de la bande de Gaza), tuant trois policiers palestiniens chargés de l'accompagner. Pression sanglante dans l'entre-deux phases qui en dit peut-être long sur ce que compte faire Israël à l'issue du cessez-le-feu lui-même, quand l'ensemble des otages auront été libérés et que Netanyahou aura les mains encore plus libres.

STRATÉGIE DE L'ENFER

D'autant que celui-ci se sent renforcé par la surenchère de Donald Trump qui préconise de débarrasser la bande de Gaza de tous les Palestiniens pour en faire une nouvelle Côte d'Azur ou un nouveau Miami. Netanyahou a tenu à affirmer devant le nouveau secrétaire d'État américain Marco Rubio, en tournée dans la région pour vendre le plan Trump, qu'il s'engageait à respecter ce plan de vider Gaza de ses habitants, et qu'il a avec les États-Unis *« une stratégie commune, [...] y compris la question de quand s'ouvriront les portes de l'enfer si les otages ne sont pas libérés »*. Question enfer, les États-Unis ont livré à Israël, mi-février, un nouveau stock de bombes lourdes, dont la spécificité est non seulement de traverser d'épaisses couches de béton, mais surtout d'avoir un très large rayon d'explosion pour faire un maximum de victimes.

LES PLAN DES DICTATURES ARABES, PAS POUR AIDER LES PALESTINIENS, MAIS POUR LES CONTRÔLER ET LES GOUVERNER

Du côté des gouvernements d'Égypte et de Jordanie, pourtant alliés des États-Unis, le projet d'expulser tous les Gazaouis ne passe pas : pas question pour les dictatures qui y règnent de devoir accueillir deux millions de pauvres de plus, et dont leurs propres populations pauvres se sentent solidaires. Alors, pendant que l'émissaire de Donald Trump faisait au Moyen-Orient la tournée des popotes pour vendre son projet, ce sont les gouvernements d'Égypte, de Jordanie, d'Arabie saoudite et du Qatar qui se sont concertés pour proposer leur plan : un plan de reconstruction de Gaza disent-ils... pour le bonheur des promoteurs saoudiens ou qataris si cela se fait. Mais, surtout dans l'immédiat, leur plan n'est pas de venir en aide au peuple palestinien – ils ne l'ont jamais fait –, mais de le gouverner, puisqu'il s'agit d'éliminer le Hamas, alors que l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas – à qui le Hamas se dit prêt à abandonner la gestion de Gaza, selon des informations publiées le 17 février par Sky News – leur en semble incapable, tant elle s'est déconsidérée par sa collaboration avec l'État d'Israël.

EN CISJORDANIE : RATISSAGES, 45 000 PALESTINIENS EXPULSÉS, DES DIZAINES DE MORTS

Entre-temps, l'armée israélienne poursuit son offensive en Cisjordanie. Début février, le camp de réfugiés palestiniens d'Al Farraa, dans le nord de la Cisjordanie, a été ratissé pendant plus de dix jours par l'armée israélienne : perquisitions, destruction d'infrastructures – électricité, conduites d'eau. Depuis le début de l'offensive de l'armée israélienne en Cisjordanie, qui a commencé le 21 janvier à Jénine, 45 000 Palestiniens de Cisjordanie ont été expulsés de chez eux. Les opérations ont fait des dizaines de morts.

UN PALESTINIEN TUÉ APRÈS L'ATTAQUE D'UN VILLAGE. | CISJORDANIE, JUIN 2025

LE PEUPLE PALESTINIEN A BESOIN DE TOUT NOTRE SOUTIEN

La trêve à Gaza n'est qu'une trêve pendant laquelle l'armée israélienne s'adonne à un autre des objectifs d'Israël, que Netanyahou se vante de vouloir mener jusqu'au bout : le grand Israël de la mer au Jourdain. Le peuple palestinien a besoin de tout notre soutien. En espérant que les manifestations dans le monde renforcent aussi ceux qui, dans les pays voisins, se sentent solidaires du peuple palestinien, mais subissent les dictatures d'un maréchal Sissi, d'un roi de Jordanie et de princes saoudiens. Et pourquoi pas, enfin, une opposition en Israël même, si minoritaire aujourd'hui qu'elle n'arrive pas à se faire entendre, mais qui devrait bien finir par émerger tant la politique des gouvernants du pays est révoltante.

PAR **OLIVIER BELIN** • 16/02/2025

Derrière la guerre dans le Kivu, la main des puissances impérialistes pour l'exploitation des métaux rares

Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu en république démocratique du Congo (RDC), est tombée ce dimanche 16 février aux mains des combattants du groupe M23. Une partie de la population de la ville, sous la coupe de l'armée congolaise corrompue et des milices communautaires qui sévissent dans la région, applaudissait à l'arrivée des troupes du M23. Mais plusieurs milliers d'autres ont fui la ville vers le Burundi. Le M23, avec l'appui du Rwanda, contrôle donc désormais l'intégralité du lac Kivu et, surtout, des richesses de son sous-sol. En trois semaines, ses troupes, appuyées par des forces de défense du Rwanda, ont réussi à prendre les deux principales villes des provinces périphériques du lac. La prise de Bukavu elle-même semble s'être faite sans résistance de la part des forces armées de la RDC.

Les réactions internationales face à ce nouvel épisode dans l'offensive menée par le M23 s'en tiennent à un soutien formel et hypocrite envers la république démocratique du Congo et sa population, et à une condamnation de façade de la politique du Rwanda, sans effet. La France s'est dite prête à prendre des *« sanctions »*, l'Union européenne examine *« en urgence toutes les options à sa disposition »*, et l'ONU appelle à *« éviter à tout prix une escalade régionale »*.

Paroles, paroles, paroles... Le président du Rwanda, Paul Kagame, a déclaré lui-même que *« personne ne* [l]*'intimidera avec des menaces de sanctions »*. Et pour cause : si les impérialistes occidentaux sont aussi timorés, c'est, en ce qui concerne l'Europe et en premier lieu la France, qu'ils ont perdu beaucoup d'influence sur le continent africain. C'est aussi qu'ils ont des intérêts des deux côtés, mais que, en ce qui concerne les richesses minières du nord-est de la RDC, région en plein chaos, c'est le Rwanda qui peut devenir à leurs yeux le plus à même d'en assurer une fructueuse exploitation. Alors que, de son côté, l'État chinois a su profiter de la perte de vitesse de ses rivaux pour s'imposer comme un acteur majeur dans l'extraction, l'importation et le raffinage de métaux rares sur le continent, notamment en RDC en échange de promesses d'investissement dans des infrastructures, un « contrat du siècle » passé en 2008.

Cette exploitation forcenée des richesses minières du Congo, par dictatures interposées, a créé l'instabilité actuelle. C'est la concurrence qui se joue entre les États impérialistes pour sécuriser leur approvisionnement en métaux critiques qui offre au Rwanda des possibilités d'obtenir des financements, et lui assure sa supériorité militaire sur ses voisins. De quoi permettre à ce pays de tenter de redessiner les frontières de la région, de s'assurer un contrôle accru sur ses ressources et d'augmenter les juteux bénéfices qu'il réalise en exportant le fruit de ses pillages vers les États-Unis, l'Union européenne ou encore la Chine. Si ses objectifs étaient atteints, l'offensive du M23 et des forces rwandaises de ces dernières semaines pourrait être le signal envoyé aux puissances impérialistes que, dans la région, c'est désormais sur le Rwanda qu'il faut compter pour s'approvisionner en métaux, et peut-être aussi comme gendarme régional.

> « Cette exploitation forcenée des richesses minières du Congo, par dictatures interposées, a créé l'instabilité actuelle. »

TROUPES DES M23 DANS GOMA. | JANVIER 2025

PAR **ADRIAN LANSALOT** • 15/02/2025

EUROPE-USA : LA GUERRE COMMERCIALE EST DÉCLARÉE

PAS QUESTION QUE LES TRAVAILLEURS PAYENT LA FACTURE

Le torchon brûle entre les États-Unis de Trump et une Europe divisée et exclue des négociations pour dépecer l'Ukraine. Le vice-président J.D. Vance, dans un discours incendiaire lors de la conférence pour la sécurité à Munich, a dénoncé les gouvernements actuels de l'Union européenne comme des « menaces contre la liberté d'expression » plus dangereux que la Russie ou la Chine. Pour ce démagogue, la « liberté d'expression » signifie un soutien sans faille aux partis d'extrême droite comme le RN en France ou l'AfD en Allemagne. Le choc politique semble brutal, mais la concurrence capitaliste fait rage depuis des années entre les alliés transatlantiques.

Le 10 février, Donald Trump annonçait 25 % de taxes douanières sur l'aluminium et l'acier. Les 10 et 11 février à Paris, Macron paradait à son sommet de l'intelligence artificielle : 61 pays rassemblés… sauf les États-Unis ! 200 milliards d'investissements promis, dont 50 milliards d'argent public.

La concurrence fait rage entre les grands groupes capitalistes et les États qui les subventionnent. Y compris entre États de la même alliance militaire, l'Otan. Et les institutions de l'Union européenne s'en alarment ! Il faudrait lutter contre le « décrochage » industriel de l'Europe par rapport au géant américain, claironnait il y a quelques mois le rapport Draghi, du nom de l'ancien président de la Banque centrale européenne, puis chef du gouvernement italien (de début 2021 à octobre 2022).

> La concurrence fait rage entre les grands groupes capitalistes et les États qui les subventionnent. Y compris entre États de la même alliance militaire.

Pour défendre les classes populaires d'Europe ? Bien sûr que non. Comme aux États-Unis, selon Draghi, il faudrait encore augmenter la flexibilité du travail, réduire les réglementations trop contraignantes pour les patrons et les investisseurs (et pourquoi pas revenir aux deux semaines de congés par an, comme aux États-Unis ?). Pour lutter contre l'énergie trop chère, dont le gaz liquéfié américain, il faudrait des éoliennes et du nucléaire, à condition de pouvoir continuer à piller l'uranium d'Afrique. Pour sécuriser l'approvisionnement en minerais rares nécessaires aux batteries et à l'électronique, il faudrait, en plus de piller le Kivu, des mines de lithium dans l'Allier… Il faudrait même augmenter les budgets militaires européens pour que prospèrent « nos » industries de défense ! Et l'économiste réputé de gauche, Piketty, de se féliciter de l'abandon « du dogme de l'austérité budgétaire ». Il n'y a pourtant jamais eu aucun dogmatisme des États bourgeois à accorder des milliards de subventions et de crédits aux entreprises ou à leurs armées et forces de répression. C'est seulement contre les dépenses pour les services publics que s'impose le « dogme » de l'austérité.

Crise économique de 2008, crise du Covid, reconfigurations liées à la guerre en Ukraine, les multinationales européennes et leurs États ont dû trouver de nouveaux terrains d'investissement, et livrer des guerres commerciales dont les travailleurs font les frais. Le géant de la chimie BASF a réduit son activité sur son site historique de Ludwigshafen, en Allemagne, et réalisé le plus gros investissement étranger de son histoire en Chine ; le sidérurgiste ArcelorMittal ferme des sites en France et envisage une expansion en Alabama… Les bourgeoisies du continent s'inquiètent de « l'érosion de long terme de la compétitivité européenne », mais elles y répondent d'abord par une casse sociale violente dont les licenciements de masse : 850 000 emplois dans l'industrie ont été perdus en quatre ans dans l'Union européenne.

PAR **R.P.** • 18/02/2025

Alliés à la scène, concurrents dans la vie !

Depuis le 1er janvier 2025, les robinets du gaz russe alimentant l'Union européenne et transitant par l'Ukraine sont coupés, le contrat n'ayant pas été reconduit par Zelensky. La Russie y perd mais l'Ukraine aussi, qui prélevait son droit de passage. Tout un symbole du « débranchement » économique entre l'UE et la Russie que les dirigeants de l'impérialisme américain dominant, saisissant l'occasion de l'invasion russe de l'Ukraine, ont poussé au maximum. Les impérialismes européens ont suivi dans cette croisade d'« aide à l'Ukraine », sous étendard de l'Otan, faite d'aide en armement (avec d'énormes retours sur investissement pour les marchands de canon américains) et de sanctions économiques contre la Russie, entre autres en poussant à la fermeture des approvisionnements de l'Europe en gaz russe, au profit du nouveau gaz de schiste américain (les États-Unis, devenus premiers producteurs de pétrole brut et de gaz naturel entre 2010 et 2014, sont passés exportateurs net de gaz naturel en 2017, puis premiers mondiaux en 2023). Une guerre commerciale menée de fait contre les États de l'UE bénéficiant jusque-là du gaz russe bon marché (pour 50 % de leurs besoins en moyenne et 100 % pour certains États[1]). Alliés dans l'Otan, mais concurrents au Monopoly capitaliste !

DE L'EAU DANS LE GAZ !

Pour l'Allemagne, le gaz c'est la chimie dont le groupe BASF était toujours leader mondial en 2023, devant le chinois Sinopec et l'américain Dow. Mais les PDG de la chimie allemande ne sont plus en ligne directe avec Poutine pour un gaz russe bon marché fourni par ses géants des hydrocarbures. Quelques mois après l'invasion de l'Ukraine, l'ex-chancelier social-démocrate Schröder a dû renoncer à participer aux conseils de surveillance et d'administration de Gazprom et Rosneft. L'ex-Premier ministre français François Fillon (même s'il n'arrivait pas à la cheville de Schröder) a dû renoncer à ses participations aux affaires de Zaroubejneft, société pétrolière russe d'État, comme de Sibur, géant russe de la pétrochimie (contrôlé par Leonid Mikhelson, l'un des hommes les plus riches de Russie, et Guennadi Timchenko, un proche de Poutine).

L'Europe capitaliste est désormais tributaire d'un gaz liquéfié importé essentiellement des États-Unis et du Qatar, bien plus cher. Et trois à cinq fois plus cher en Europe qu'aux États-Unis !

DES BÂTONS DANS LES ROUES !

L'automobile européenne a elle aussi pris un coup dans l'aile. À commencer par le groupe Renault, pour lequel la Russie était le deuxième plus grand marché en volume après la France, et qui y employait 45 000 personnes. Sanctions obligent, Renault a jeté l'éponge en mai 2022, avec une perte de 2,3 milliards d'euros sur son résultat de 2023. une sortie de route coûteuse aussi pour l'automobile allemande : BMW, Volkswagen (qui détient Audi et Porsche) et Mercedes ont suspendu leurs activités en Russie et arrêté leurs exportations vers ce pays. Évidemment, dans tous les domaines, il existe des « voies commerciales détournées ». L'Institut de la finance internationale (IIF) a signalé une

> Alliés dans l'Otan, mais concurrents au Monopoly capitaliste !

hausse de 5 500 % des exportations d'automobiles allemandes vers le Kirghizistan au cours des neuf premiers mois de 2023 par rapport à la même période de 2019. De la même façon, *« l'exportation de pièces détachées automobiles allemandes vers le Kazakhstan, l'Arménie ou la Géorgie aurait augmenté respectivement de 720 %, 450 % et 340 % au cours de la même période.* » Autant de destinations « fantômes », de « marchés gris » !

DONALD TRUMP QUALIFIE BERNARD ARNAULT DE « GR

RETRAITE DE RUSSIE POUR DES FLEURONS DU CAPITAL FRANÇAIS

Mulliez (avec ses enseignes Auchan, Decathlon, Leroy Merlin rebaptisée « Leroy Kremlin »), Danone, Lactalis, Bonduelle, Pernod Ricard, la Société générale, L'Oréal, LVMH et Kering (Bernard Arnault et Saint-Laurent), TotalEnergies, etc., ont dû céder des galeries marchandes, des fromages et du kéfir, des légumes en conserves, des filiales bancaires, des magasins de cosmétiques, des produits de luxe… Elles n'ont pas toutes quitté la Russie. TotalEnergies résiste avec encore des exploitations dans la presqu'île de Yamal. Auchan conserve des grandes surfaces alimentaires *« pour nourrir la population et ne pas lâcher ses collaborateurs »*. Bernard Arnault, patron de LVMH, qui se flattait de relations privilégiées avec Vladimir Poutine, affiche désormais les mêmes rapports avec Trump !

PAR **MICHELLE VERDIER** • 18/02/2025

1. Autriche, Slovénie, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Estonie, Lettonie et Finlande dépendaient pour plus de 75 % du gaz russe, au premier semestre 2021.

UNE EUROPE FORTERESSE BIENTÔT CONQUISE PAR L'EXTRÊME DROITE ?
LE PARADIS POUR LE CAPITAL ET L'ENFER POUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS !

Finie la démagogie nationaliste sur la sortie de l'Union européenne. Plutôt que d'en sortir, l'extrême droite compte en prendre la tête ! Elle dirige déjà le gouvernement en Italie, en Belgique et en Hongrie, et y participe ou le soutient aux Pays-Bas, en Finlande, en Slovaquie et en Suède. Bientôt en Autriche, voire en Allemagne et en France ? Les trois groupes d'extrême droite au Parlement européen totalisent 187 députés contre 188 pour le groupe des conservateurs du PPE, arrivé en tête. Et l'essentiel de son programme est déjà repris par les partis traditionnels.

Sur le plan économique, c'est-à-dire de la défense des intérêts patronaux, l'extrême droite adopte partout exactement la même politique que ses prédécesseurs de droite ou de gauche. Les envolées protectionnistes sont pour la galerie : ce sont les grands groupes capitalistes qui décident où ils produisent. En revanche, l'enfer se déchaîne contre les migrants : non seulement plus de 40 000 sont morts en Méditerranée depuis 2014, mais des millions sont parqués dans des camps financés par les États européens en Turquie, en Tunisie ou en Libye, tandis que des millions d'autres ont été transformés en sans-papiers par des politiques racistes de division.

> « Cette démagogie est aussi criminelle que mensongère, car le patronat a besoin de main-d'œuvre, mais d'une main-d'œuvre apeurée et exploitée. »

Cette démagogie est aussi criminelle que mensongère, car le patronat a besoin de main-d'œuvre, mais d'une main-d'œuvre apeurée et exploitée. Draghi, dans un discours de présentation de son rapport, le rappelait sur son ton de technocrate fielleux : « *Dans l'Union,* [...] *on recense 28 professions, représentant 14 % de notre main-d'œuvre, souffrant actuellement d'une pénurie.* [...] *Dans des sociétés vieillissantes et dans un contexte de réticence à l'égard de l'immigration, il nous faut trouver ces compétences en interne* [...]. *L'un des acteurs les plus importants à cet égard seront les partenaires sociaux. L'Europe pourra compter sur* [eux] *pour aider* [...] *à responsabiliser nos travailleurs.* »

Non, des appareils syndicaux même bien intégrés n'arriveront pas à faire passer la pilule de ce racisme entretenu par en haut. Notre seule « responsabilité » de travailleurs, c'est d'unir nos forces contre les exploiteurs qui tentent de nous diviser.

PAR **RAPHAËL PRESTON** • 18/02/2025

Bruits de bottes sur l'Europe

AND HOMME ». | JANVIER 2017

La construction européenne s'est légitimée sur la promesse de paix après la Seconde Guerre mondiale. Oubliez : il faut désormais construire « l'Europe de la défense ». La Commission européenne veut que l'UE investisse 500 milliards d'euros dans ce secteur au cours de la prochaine décennie, alors même que déjà, suite à la guerre en Ukraine, la majorité des 27 pays de l'UE dépensent plus de 2 % de leur PIB dans le domaine militaire, en respectant ainsi les préconisations de l'Otan. Aux différentes bourgeoisies de l'UE de s'accorder (ou pas !) pour trouver l'argent nécessaire. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a annoncé « *une clause de sauvegarde nationale* » qui exclurait les dépenses militaires des règles budgétaires européennes concernant les déficits publics. Tout en formant le vœu pieux que les commandes militaires, une manne incommensurable, soient passées auprès de groupes européens...

> « La Commission européenne veut que l'UE investisse 500 milliards d'euros dans ce secteur au cours de la prochaine décennie. »

Or, ce n'est pas la tendance ! Durant les cinq dernières années, 55 % des importations d'armes en Europe sont venues des États-Unis, contre 35 % sur la période 2014-2018. Plus l'Europe s'arme, plus elle renforce les profits du complexe militaro-industriel des États-Unis, notamment ceux des premières entreprises mondiales du secteur : Lockheed-Martin, Raytheon Technologies, Boeing, Northrop Grumman ou General Dynamics. En gonflant le budget de leur « Europe de la défense », dont le but est de faire régner l'ordre impérialiste sous tutelle américaine, les dirigeants européens espèrent tout de même grappiller quelques marchés supplémentaires pour les marchands de mort allemands, français ou britanniques. Quitte à faire voler en éclats leur prétendue « règle d'or » des 3 % de déficit budgétaire, au nom de laquelle ils réduisent toutes les dépenses au service des populations.

PAR **MARIE DAROUEN** • 18/02/2025

CONCURRENCE ENTRE CAPITALISTES ? UNITÉ ENTRE TRAVAILLEURS !

L'économie européenne serait larguée par les États-Unis en plus d'être dépassée par la Chine ? Peut-être. Mais les travailleurs n'ont aucun intérêt commun avec leurs patrons. Les conditions de vie de celles et ceux qui produisent tout ne sont pas déterminées par la réussite de leurs exploiteurs dans la concurrence capitaliste mondiale. C'est même parfois le contraire. Quel travailleur européen revendiquerait le niveau de vie d'un ouvrier chinois ?

Même chez le leader américain, les classes populaires sont loin de nager dans l'opulence. Si l'Américain moyen jouit d'un PIB par habitant 30 % plus élevé qu'en Europe, c'est parce que l'Américain moyen... n'existe pas. La mortalité infantile est deux fois plus élevée aux États-Unis qu'en Allemagne, elle est comparable à celle de la Roumanie. La mortalité maternelle y est deux fois plus élevée qu'en France, comparable à celle du Liban ou de l'Uruguay. L'extrême pauvreté y est trois fois plus courante qu'en France. Le taux d'homicides par armes à feu y est 25 fois plus élevé que dans l'Union européenne. La société américaine est inégalitaire et ségréguée : Noirs et Hispaniques ont deux fois plus de chance d'être pauvres que les Blancs.

Mais inégalités et pauvreté gangrènent tout autant l'Union européenne. Le niveau de vie des travailleurs des pays d'Europe centrale reste toujours largement inférieur à l'Europe de l'Ouest. L'inflation, les licenciements, les bas salaires et la diète des services publics touchent aussi bien la riche Allemagne que le Portugal ou la Roumanie, où la colère sociale a fait s'effondrer toute confiance dans l'UE, les dernières élections, annulées de manière autoritaire, ayant donné l'avantage à un candidat pro-Poutine !

Nulle part, les travailleurs n'ont intérêt à défendre les intérêts de leurs patrons nationaux. Comme l'écrivait Marx : « *L'accumulation de richesse à un pôle signifie l'accumulation, au pôle opposé, de misère, de souffrances, d'esclavage, d'ignorance, d'abrutissement et de dégradation morale.* »

Que les bourgeoisies des principales puissances européennes parviennent, ou pas, à s'entendre pour mieux tirer leur épingle du jeu de la concurrence avec la Chine et les États-Unis, dans tous les cas, la note sera présentée aux travailleurs. Il n'y a rien à attendre de quelconques souverainismes et protectionnismes économiques dans le piège desquels sombrent les directions syndicales, ni d'un improbable « Frexit », ni d'une Europe capitaliste plus unifiée et militarisée. Mais tout à gagner à défendre nos intérêts de travailleurs par-delà les frontières et les nationalités, avec nos voisins européens et nos camarades migrants, dans la lutte pour les États-Unis socialistes d'Europe et du monde.

PAR **RAPHAËL PRESTON** • 18/02/2025

À LIRE SUR NOTRE SITE

« Trump : l'impérialisme sans fard »

De Biden à Trump, rupture ou continuité ? Quelle est la particularité de la méthode Trump dans la défense des intérêts du grand capital américain ? Comment combattre Trump et son monde ?

SOUTENEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE

TRANSPORTS

CONTRÔLES POLICIERS DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN : UN COUP DE COM' DU CAPO RETAILLEAU

Le 30 janvier, un tragique accident de car scolaire a coûté la vie à une adolescente de 15 ans en Eure-et-Loire. Suite à l'enquête, le conducteur a été testé positif au THC. Cet accident rappelle la discipline à laquelle nous, les travailleurs et travailleuses, devons nous soumettre au quotidien dans les métiers dits de « sécurité ». Le gouvernement, en la personne de Retailleau, a sauté sur l'occasion pour instrumentaliser ce drame et renforcer sa politique répressive. Et il fallait que ça se voie ! Les contrôles ont donc été effectués jusqu'au beau milieu des services, avec les voyageurs présents dans les bus. Les médias se sont bien sûr faits les relais de cette opération de com, en titrant par exemple : « *Des chauffeurs de bus contrôlés positifs au cannabis en plein service* ». Des chauffeurs, oui… 0,49 % des tests se sont révélés positifs. 0,49 % de trop, mais surtout la preuve d'une conscience pour l'immense majorité des enjeux de sécurité liés aux métiers de la conduite.

Si une nécessaire rigueur fait partie du métier, nous refusons d'être contrôlés pour la propagande du gouvernement ! Si nous décidions de l'organisation de notre propre travail, les contrôles nécessaires n'entacheraient pas notre dignité et les collègues touchés par les conduites addictives trouveraient une aide pour se soigner, voire un réel reclassement, plutôt que les licenciements, promis aujourd'hui par les patrons. Ces derniers, comme Castex, PDG de la RATP, font d'ailleurs parfois eux-mêmes l'objet d'enquêtes de la justice. Mais lui, la police n'est pas allée le chercher au travail !

CORRESPONDANTS • 18/02/2025

TRAVAIL SOCIAL

Le secteur social au bord de l'effondrement

Le 23 janvier, les 800 étudiants de l'Institut du développement social (IDS) du site de Canteleu (76) – centre de formation des travailleurs du secteur social, subventionné à 65 % par la région Normandie –, se sont faits renvoyer chez eux suite à l'intervention de l'inspection du travail, car le bâtiment inchangé depuis les années 1980, peine à tenir le coup. Les toits s'effritent voire s'effondrent à certains endroits, alors même qu'ils contiennent de l'amiante ! Les étudiants ont eu droit à un mail pour les inviter à rentrer chez eux, puis un deuxième quelques jours plus tard pour leur dire de revenir… sans aucune information complémentaire. Les étudiants ainsi ballottés n'ont même pas été choqués d'un tel traitement, tant il s'inscrit dans une norme de conditions d'études dégradées par les économies budgétaires et au vu des nombreuses injustices observées lors de leurs stages. Tout y passe : les listes d'attente aussi longues que le nombre d'inscrits dans les dispositifs médico-éducatifs (Dime, pour les jeunes en situation de handicap), la protection de l'enfance qui croule sous les dossiers, les foyers qui recrutent parmi des non-diplômés par impossibilité de trouver du personnel qualifié capable d'accepter de telles conditions de travail, les cruels sous-effectifs dans les structures, l'accompagnement rendu si difficile pour les sans-papiers et les procédures qui se durcissent dans une logique de tri social… La formation aux futurs métiers du social est maintenant complète. Les jeunes futurs travailleurs savent à quoi s'en tenir, de leur première année d'études jusqu'à la fin de leur vie professionnelle : un manque de considération et de moyens qui s'inscrit dans une logique d'austérité pour le service public. Plus de fric pour le social au lieu d'arroser les grandes fortunes : voilà l'urgence !

CORRESPONDANTE • 18/02/2025

INSTITUT RÉGIONAL DU TRAVAIL SOCIAL

Journée de grève nationale dans le jeu vidéo

Le 13 février, le secteur du jeu vidéo a connu en France son premier mouvement national. À l'appel du Syndicat des travailleurs et travailleuses du jeu vidéo (STJV), plus de 1 000 salariés se sont mobilisés dans neuf villes en France. Une grève qui a su mêler les colères des travailleurs de différentes entreprises, grandes et petites, exprimant le ras-le-bol général de toute l'industrie. Des travailleurs d'Ubisoft à Barcelone ont même saisi l'occasion pour se mettre en grève eux aussi.

SOUS LES CLAVIERS, UNE MÊME COLÈRE

Refusant de subir les conséquences des choix patronaux, les grévistes exigent la fin des licenciements, des caprices des chefs, de l'arbitraire des augmentations individuelles. Loin de faire confiance aux dirigeants des entreprises et à leurs récits larmoyants sur la période difficile que traverse le secteur, les travailleurs mobilisés rappellent que ce sont eux les mieux placés pour décider pour leur boîte, qu'ils devraient avoir leur mot à dire sur les décisions artistiques et mettre leur nez dans les comptes des entreprises. Parmi les conditions de travail délétères pointées, des plannings de production irréalisables, un temps de travail à rallonge, de nombreux cas de harcèlement…

CE N'EST PAS À NOUS DE PAYER LEUR CRISE !

Après les années confinement où les gros du secteur se sont remplis les poches par milliards, l'industrie du jeu vidéo fait face à un ralentissement de ses ventes. C'est aux travailleurs que les patrons ont choisi de le faire payer, avec au moins 8 500 licenciements en 2022, 10 500 en 2023 et 14 600 en 2024. Des géants comme Ubisoft, Electronic Arts ou Blizzard enchaînent les plans de licenciements, avec parfois des fermetures de sites, comme Ubisoft à Leamington, en Angleterre. Et quand les suppressions de postes ne passent pas, les boîtes prennent des chemins détournés, par exemple en imposant un retour en présentiel, sachant par avance que les travailleurs, embauchés sur la promesse du télétravail, ne pourront pas se déplacer. Beaucoup de studios plus petits se font racheter par des géants, occasionnant des suppressions de postes et une dégradation des conditions de travail sous prétexte de « réorganisation ».

UN PAS VERS LE TOUS ENSEMBLE

Créé en 2017, le STJV a vu ses rangs grossir de 50 adhérents en 2018 à plus de 1000 aujourd'hui. La grève du 13 février montre que dans de nombreuses entreprises du jeu vidéo, même de taille moyenne, des équipes militantes se développent et que des travailleurs prennent conscience des intérêts qu'ils partagent au-delà des différences de métiers et d'entreprises.

Les problèmes dénoncés ne sont pas propres au petit monde du jeu vidéo, loin de là. Après des journées de grève séparées, comme aux studios Don't Nod ou Ubisoft, cette première grève de tout le secteur est un point d'appui pour les mobilisations à venir.

CORRESPONDANTS • 18/02/2025

Thales coule nos emplois pour que ruissellent les profits

S'il y en a qui croient encore au « ruissellement », le capitalisme se charge lui-même d'effacer toute illusion. Figurant parmi les leaders mondiaux de l'aéronautique et du spatial, Thales engrange le bénéfice record d'un milliard d'euros au premier semestre 2024. De plus, le groupe a un carnet de commandes plus que rempli. Thales Alenia Space, branche spécialisée dans les satellites, comptabilise déjà 1,8 milliard de prises de commandes en février, soit deux tiers des objectifs annuels. Et pourtant, le groupe cumule les plans de suppressions de postes, en particulier dans la branche spatiale avec 1 237 postes qui seront supprimés au niveau européen. Déjà, sur le site de Toulouse, 500 postes ont été supprimés depuis octobre 2023. Les salariés se retrouvent confrontés à une charge de travail en constante augmentation, qui doit être répartie sur toujours moins de monde !

> « S'il y en a qui croient encore au « ruissellement », le capitalisme se charge lui-même d'effacer toute illusion. »

Au moment des négociations salariales, l'annonce d'augmentations ridicules, de l'ordre de 1,5 % pour Thales AVS, LAS, TSN... et de l'ordre de rien du tout pour Thales Alenia Space, a fait déborder le vase. Depuis janvier, les salariés des différentes branches de l'entreprise se mobilisent par des débrayages et des journées de grève. Mardi 6 février, le site Eisenhower à Toulouse était bloqué, tandis que sur celui de Thales Alenia Space, 500 salariés ont manifesté tout autour de l'entreprise. Les salariés ne comptent pas s'arrêter là et se mobilisent chaque semaine. C'est uniquement par leur mobilisation et en ne comptant que sur leurs propres forces que les travailleurs pourront se faire entendre et faire plier leur direction.

CORRESPONDANT • 11/02/2025

MEETING À PARIS

CHIMIE

Lubrizol veut faire partir en fumée 169 emplois

La multinationale Lubrizol veut liquider 145 emplois à Rouen et 24 à Oudalle (près du Havre), arguant de la baisse de la consommation de carburant en Europe en raison de la montée en gamme des motorisations électriques.

Ce serait une véritable saignée pour l'usine rouennaise, spécialisée dans la production d'additifs pour lubrifiants, comptant 374 salariés et que tout le monde connaît dans la région, et bien au-delà, depuis l'incendie de 2019. La direction veut y fermer deux unités de production sur cinq, en les présentant comme pas assez rentables, ainsi que les services « achats, support et facturation ». Une partie de l'activité doit être transférée au Havre, d'autres parties en Inde, en Chine ou en Angleterre. Le service douane passerait ainsi de dix personnes à une seule, avec l'externalisation de ce service. Pour l'usine d'Oudalle, un atelier qui produit un composant chimique désormais interdit en France va fermer.

La brutalité de l'annonce ressemble bien aux méthodes patronales qui caractérisent Lubrizol : recherche d'un maximum de profits et cynisme sans fard, comme ont pu l'éprouver toutes les victimes de l'incendie de 2019, véritable crime industriel, qui attendent toujours le procès pénal pouvant faire établir la culpabilité de la firme, propriété du multimilliardaire américain Warren Buffet. De 2019 à 2023, Lubrizol a engrangé plus de 363 millions d'euros de bénéfices cumulés. Ses fonds propres sont passés en quelques années de 150 à 760 millions d'euros. Il y a donc encore largement de la marge pour continuer à payer l'ensemble des salariés, et même en embaucher beaucoup pour que les conditions de sécurité soient enfin à la hauteur de la dangerosité des installations et pour financer tous les procédés de reconversion de l'outil de production qui s'avéreraient nécessaires.

À Lubrizol, comme ailleurs, aucun emploi ne doit disparaître. Mardi 18 février, à l'appel la CGT, rejointe à l'arrache par la CFDT, un mot d'ordre de grève d'une semaine sur l'usine rouennaise, avec l'arrêt des productions et des expéditions à la clé, a été lancé. Un piquet est en place devant l'usine, tous les soutiens y sont les bienvenus : c'est le message délivré par les grévistes, pour lesquels le bras de fer avec leur patron voyou ne fait que commencer.

CORRESPONDANTS • 18/02/2025

ÉDUCATION NATIONALE

Derrière les paroles, la saignée...

Le gouvernement le martèle : il a reculé sur les 4 000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale. Et tous, parlementaires ou dirigeants syndicaux, de se réjouir de cette « avancée », même de cette « amélioration des relations » entre le ministère et son personnel !

DES SUPPRESSIONS DE POSTES PARTOUT !

Voilà pour les amateurs de romances, si pressés de voir une nouvelle idylle entre le ministère et l'intersyndicale. Malheureusement, la réalité est bien éloignée, et les suppressions de postes se poursuivent. Dans le premier degré, 410 suppressions sont prévues au niveau national. En collèges et lycées, la plupart des académies en subissent elles aussi. L'académie de Paris est particulièrement touchée : 110 dans le premier degré, 92 dans le second. 198 classes vont ainsi fermer dans les écoles, et 42 dans les collèges et lycées ! Et même dans les académies qui ne subissent pas de suppressions sèches, la réalité est très disparate selon les départements. Dans l'académie de Versailles, les Hauts-de-Seine (92) subissent des dizaines de suppressions de postes. De même dans l'académie de Créteil, où le département de Seine-et-Marne (77) va connaître des dizaines de suppressions, prétendument pour compenser la création de 70 postes en Seine-Saint-Denis (93)... bien loin de compenser la hausse de 670 élèves prévue pour la rentrée. Et même dans les établissements qui ne voient pas de saignée en nombre de postes, cela n'empêche pas que des dispositifs disparaissent, du fait de la suppression des « heures supplémentaires exceptionnelles ». Dans les établissements classés « éducation prioritaire », les rectorats font augmenter les seuils par division... c'est-à-dire davantage d'élèves par classe.

DES DÉBUTS DE MOBILISATION

À l'annonce de ces suppressions de postes en masse, des écoles ont commencé à réagir, à faire grève et à se rassembler devant les rectorats. À Paris, le 11 février, 66 % des enseignants du premier degré étaient en grève, avec plus de 1 000 personnes, enseignants comme familles, réunis devant le rectorat.

Le même jour, dans les Hauts-de-Seine, les enseignants et les parents se sont réunis devant le rectorat, et en Seine-Saint-Denis, le lycée Marcel Cachin de Saint-Ouen était en grève, notamment contre la fermeture prévue d'une classe de terminale.

D'ores et déjà, ces différents établissements mobilisés ont reprogrammé des dates au retour des vacances de février.

CORRESPONDANT • 17/02/2025

Participez aux troisièmes rencontres nationales ouvrières du NPA-R !

Des travailleurs et travailleuses révolutionnaires d'entreprise de tout le pays vont se réunir à l'occasion des troisièmes rencontres nationales ouvrières organisées par le NPA-Révolutionnaires les 29 et 30 mars prochains. Des militants ouvriers d'autres pays seront également présents (Allemagne, Italie, Espagne…).

C'est quand les travailleuses et les travailleurs « posent la sacoche » que tout peut changer. On l'a toutes et tous ressenti lors des dernières grandes grèves sur les retraites en 2019 ou en 2023 : quand la RATP, la SNCF, les éboueurs, les raffineries et plus généralement quand la grève et la lutte s'étendent aux salariés du public comme du privé, c'est à ce moment-là que le rapport de force et l'ambiance changent à grande échelle.

LE PARTI QUE NOUS VISONS À CONSTRUIRE

Quand on se fixe comme objectif de renverser le capitalisme, il faut viser le « cœur de la bête », à savoir le monde du travail. Les entreprises sont le fondement du pouvoir de la classe dirigeante : c'est de l'exploitation de notre travail qu'elle tire son profit. Police, justice, armée, école, médias… toute la société est façonnée par les capitalistes pour défendre cette extraction du profit, par la persuasion ou par la force si nécessaire.

Nous organiser au cœur de la source de puissance de nos ennemis de classe est donc notre première tâche. C'est précisément parce que construire des groupes de travailleuses et de travailleurs révolutionnaires dans les entreprises est notre priorité que nous organisons tous les ans ces rencontres nationales ouvrières.

DEUX JOURS DE DÉBATS

À cette occasion, les militants d'entreprise ont la parole, à la fois pour expliquer les questions auxquelles ils et elles sont confrontés dans leurs milieux d'intervention, mais aussi pour discuter de comment élaborer nos propres réponses aux questions politiques d'ensemble qui touchent toute la société : comment répondre au renforcement de l'influence de l'extrême droite ? Comment répondre à la vague de licenciements et de suppressions d'emplois et sortir du « chacun pour soi » ? Comment organiser une lutte d'ensemble contre le gouvernement et le patronat malgré la politique de « dialogue social » des directions des organisations syndicales et politiques qui se réclament du monde du travail ?

En plus des débats regroupant tous les participants, pendant deux jours se tiendront des ateliers thématiques animés par les militants de différents secteurs : transport, chimie, La Poste, automobile, travail social…

Et le samedi soir, un meeting aura lieu, sous le mot d'ordre : *« Interdire les licenciements, augmenter les salaires, stopper les coupes budgétaires : par nos luttes, censurons le pouvoir des milliardaires ! »*

PAR **ÉDOUARD MCBEYNE** • 17/02/2025

LES 15 ET 16 MARS 2025 : WEEK-END NATIONAL DE FORMATION DU NPA JEUNES-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR T'INSCRIRE : ENVOIE UN MAIL À **BSJ.NPA@GMAIL.COM**

L'ensemble du programme est d'ores et déjà en ligne.

Retour de Trump à la Maison-Blanche, poursuite de la colonisation en Palestine, procès Pelicot : d'un bout à l'autre du globe, le capitalisme nous montre une nouvelle fois l'ampleur de son échec ! Face aux politiques guerrières et dévastatrices qui ne profitent qu'à la classe dominante, le NPA Jeunes-Révolutionnaires se bat pour le renverser et enfin créer une société nouvelle : une société communiste ! Contre la bourgeoisie qui s'organise à l'échelle mondiale, viens discuter et t'armer d'idées internationalistes au week-end de formation du NPA Jeunes-Révolutionnaires les 15 et 16 mars en région parisienne !

Il y aura deux débats avec l'ensemble des participants. Le premier, samedi matin, sera intitulé : « Face à l'extrême droite et à Macron, le NFP est une impasse. Loin des réponses institutionnelles, quelles perspectives pour les révolutionnaires ? » Le second, sur la situation internationale, se tiendra dimanche en début d'après-midi, en présence de camarades de Speak Out Now (États-Unis), RSO (Allemagne-Autriche), Izar (État espagnol), OKDE-Spartakos (Grèce). Une quinzaine d'ateliers rythmera le reste du week-end sur des sujets d'actualité (Mayotte, la poussée réactionnaire en Allemagne) et sur l'histoire du mouvement ouvrier (le 8 mars, les apports du trotskisme, la révolution chinoise…).

Les initiatives régionales

- **FÊTE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES À CAEN (14)**

Samedi 1er mars, à partir de 16 h 30, salle Gutenberg (arrêt tram Liberté)
Débats, librairie, expo, buvette, coin jeux pour les plus petits, repas (rougail saucisses ou végétarien selon les goûts, 6 €, prévente recommandée), puis DJ set.

- **RÉUNION PUBLIQUE DU NPA JEUNES-RÉVOLUTIONNAIRES À GRENOBLE (38)**

Jeudi 6 mars, à 18 heures sur le campus de l'université
De quel capitalisme Trump et Musk sont-ils le nom ?

- **RÉUNION PUBLIQUE DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES À ELBEUF (76)**

Samedi 15 mars à 15 heures, Maison des associations, en face de la Fabrique des savoirs, quartier Blin
Génocide en Palestine, à bas le capitalisme qui détruit nos vies et la planète !

CAMP D'ÉTÉ INTERNATIONALISTE

du 30 juillet au 3 août 2025,
à Ségovie, près de Madrid

HISTOIRE

13-15 février 1945 : la destruction de Dresde

Il y a 80 ans, le bombardement de Dresde effectué en trois vagues successives par l'aviation anglo-américaine du 13 au 15 février 1945 a été l'un des plus meurtriers de la Seconde Guerre mondiale. La stratégie adoptée faisait partie de l'opération Thunderclap (coup de tonnerre), le bombardement massif de villes en utilisant à la fois des bombes explosives et incendiaires.

Dresde, ancienne capitale de la Saxe, était surnommée la Florence de l'Elbe, et considérée comme l'une des plus grandes villes culturelles d'Europe. Sa population était de 630 000 habitants, auxquels s'ajoutaient environ 300 000 réfugiés et plusieurs milliers de travailleurs et prisonniers de guerre. Du point de vue militaire, la ville n'avait aucun intérêt stratégique, elle avait peu d'industrie et pas de caserne de la Wehrmacht. Quelques semaines auparavant, les batteries antiaériennes avaient même été déménagées. Pour la population, la ville semblait donc assez sûre, ce qui explique aussi l'afflux de réfugiés dormant dans les parcs. D'ailleurs, le mardi 13 février, jour du mardi gras, un cirque donnait un spectacle pour les enfants.

Lors de la première vague, dans la nuit du 13 au 14 février, la Royal Air Force larguait 460 000 bombes à grand pouvoir explosif, dans le but d'éventrer les bâtiments, en détruisant portes, fenêtres et toitures afin de favoriser la propagation de l'incendie créé par la deuxième vague des forteresses volantes américaines qui larguèrent, le lendemain, des centaines de milliers de bombes incendiaires. Pour finir, le 15 février, alors que la ville était presque entièrement détruite, un nouveau bombardement eut lieu. Les bombardiers étaient escortés de chasseurs qui, ne rencontrant aucune résistance, mitraillaient les secours et les convois de rescapés qui tentaient de fuir.

Le nombre des pertes humaines est toujours controversé et impossible à établir avec exactitude, on a d'abord parlé de 250 000 à 300 000 victimes, mais en 2010 une commission d'historiens aurait évalué le nombre des victimes reconnues à environ 35 000 dont 25 000 identifiées, les autres étant impossibles à reconnaître, car elles ont été carbonisées sous l'effet de la chaleur. La ville a brûlé pendant sept jours et l'incendie était visible à 150 kilomètres. Presque toutes les victimes ont été des civils, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Ces bombardements n'avaient pas pour but de rapprocher la victoire sur le Troisième Reich, déjà vaincu et dont la chute était imminente. Il est bien connu que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire, et les gouvernements alliés n'ont pas manqué de présenter le peuple allemand comme collectivement responsable du nazisme, alors qu'il en a été la première victime. S'il n'était pas question pour eux de le « libérer », mais bien de l'écraser sous les bombes et de le terroriser, c'est avant tout par crainte que la haine de la guerre se transforme en révolte contre ses dirigeants et sa bourgeoisie, comme cela avait été le cas à la fin de la Première Guerre mondiale, qui avait provoqué une vague révolutionnaire en Europe.

Il s'agissait aussi d'une démonstration à l'égard de l'Union soviétique qui, une fois la victoire sur l'Allemagne obtenue, allait passer du statut d'alliée à celui d'ennemie principal, lors de la guerre froide imminente.

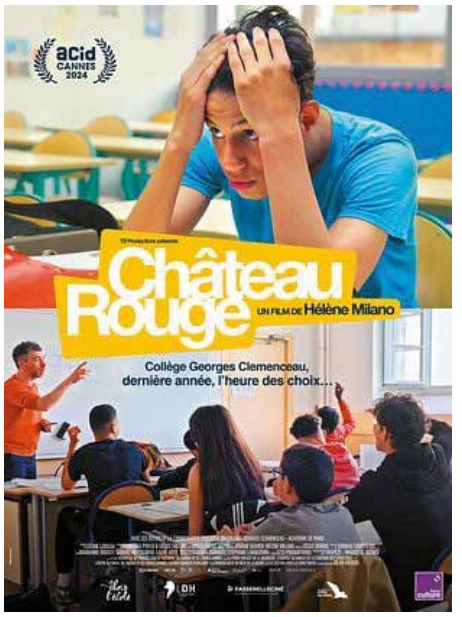
Non, le régime hitlérien n'a pas été le seul criminel de guerre. Six mois après Dresde, la bombe atomique était larguée sur Hiroshima.

PAR **THIERRY FLAMAND** • 15/02/2025

CIMÉNA

CHÂTEAU ROUGE

HÉLÈNE MILANO



Ce documentaire nous plonge dans le quotidien d'un collège parisien, le collège Clemenceau, quartier de la Goutte-d'Or, métro Château Rouge. Un quartier populaire aux habitants immigrés. Cela vaut au collège d'être classé en réseau d'éducation prioritaire (REP+), avec des effectifs moins élevés qu'ailleurs et un encadrement plus important : l'assistant social y est à temps complet.

La réalisatrice y a posé sa caméra une année durant pour filmer des élèves de troisième, dernière année du collège… et année de l'orientation vers un lycée général et technologique ou professionnel. Elle a pris son temps et a tissé des liens de confiance avec ces jeunes.

Avec une alternance d'entretiens face caméra, de scènes en classe et de réunions de travail de diverses sortes (par exemple une commission pédagogique pour un élève perturbateur et multirécidiviste, accompagné par sa mère), le film nous montre la violence d'un système qui enferme ces jeunes sur des voies toutes tracées, déterminées en grande partie par leur origine sociale. Ces adolescents en sont d'ailleurs bien conscients et leurs paroles à ce sujet sont saisissantes. Ils savent et disent qu'ils sont du côté de ceux qui font tout fonctionner dans la société mais n'en profitent pas. Tous leurs rêves d'enfants se brisent sur le mur de la ségrégation sociale, et le dévouement de tous les membres du personnel n'y peut rien.

PAR **LILIANE LAFFARGUE** • 17/02/2025

JE SUIS TOUJOURS LÀ

WALTER SALLES

Le film est basé sur une histoire vraie, celle de la disparition de Rubens Paiva durant la dictature militaire brésilienne en 1971. Paiva, député du Parti travailliste, déchu de ses fonctions en 1964 lors de l'arrivée au pouvoir de la junte militaire, est alors contraint à l'exil, séparé de sa famille. Quand il rentre au Brésil en 1966, il annonce officiellement renoncer à la politique pour se consacrer à ses travaux d'ingénieur et d'architecte. Les vingt-cinq premières minutes du film participent de ce faux-semblant. La vie de la famille est libre, douce et insouciante pour les cinq enfants de Rubens et de son épouse Eunice dans la grande maison bourgeoise qui donne sur la baie de Rio de Janeiro, pendant que des hélicoptères militaires survolent la plage après avoir largué en pleine mer les corps des opposants.

Quand Paiva est brutalement enlevé chez lui par des sbires du régime, le film bascule. Eunice devient alors le personnage central du film. C'est seulement en 1996 que l'État brésilien a reconnu officiellement la mort de son mari. Le corps de Rubens Paiva n'a jamais été retrouvé. Comme celui de centaines d'autres militants enlevés par les militaires qui ont quitté le pouvoir en 1984 après avoir fait voter une loi d'amnistie exonérant de jugement tous les tortionnaires. Le film a rencontré un immense succès populaire au Brésil, avec plus de 3,5 millions de spectateurs. Depuis sa sortie en France le 15 janvier il cartonne aussi, n'hésitez pas à le découvrir rapidement !

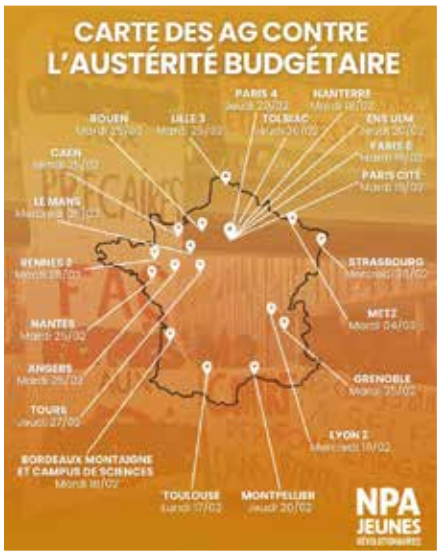
PAR **MARIE DAROUEN** • 16/02/2025

Une mobilisation se lance dans les facs contre les coupes budgétaires et les politiques pro-patronales, amplifions-la !

À Rennes, Caen, Bordeaux, Lille, Grenoble, Paris, des étudiants mobilisés se mettent en mouvement contre les coupes budgétaires dans les universités. Manifs dans les facs, blocages, débrayages des cours… À ces premières mobilisations s'ajoutent des assemblées générales qui ont eu lieu dans plus d'une vingtaine de facs comme à Toulouse ou Nanterre. Alors que ce gouvernement au service des plus riches supprime toujours plus de places à l'université, de postes d'enseignants et de moyens pour nos conditions d'études, cette mobilisation doit servir d'exemple à toutes et tous pour lancer un mouvement d'ensemble contre l'austérité qu'on nous impose !

DE L'ARGENT IL Y EN A DANS LES CAISSES DU PATRONAT !

Les patrons se gavent et le gouvernement les arrose d'aides. Les profits des grandes entreprises du CAC 40 battent des records historiques, avec 100 milliards d'euros en 2024. On n'a jamais versé autant de dividendes aux actionnaires. Pourquoi devrait-on accepter la moindre coupe de budget ? D'autant plus que le budget militaire explose dans le même temps, avec 413 milliards de dépenses prévus jusqu'en 2030. À l'opposé de ce projet de société où les patrons s'engraissent quand les jeunes ne sont bons qu'à marcher au pas, on a bien raison de manifester et de réclamer du fric là où se trouvent les besoins, à l'université comme à l'hôpital, où les coupes dans le budget de la Sécu aggravent une situation déjà dramatique !



Ces coupes dans les facs s'ajoutent à des décennies de sous-investissement conscient et préparent le terrain à de nouvelles attaques contre les étudiants, avec la hausse des frais d'inscription, comme l'a imaginé la présidente de l'université de Montpellier. Prochaine étape, une privatisation généralisée des universités, taillées sur mesure pour les besoins du patronat et fermées aux jeunes de milieux populaires ?

CONSTRUISONS UN GRAND MOUVEMENT DE GRÈVES ET DE MANIFESTATIONS !

Ce début de mobilisation dans les facs peut être l'étincelle d'un vent de colère général dans la population. Il faut se donner les moyens d'étendre la mobilisation parmi les étudiants, d'amplifier cette lutte. Une mobilisation étudiante d'ampleur pourrait donner envie à tous les jeunes et travailleurs en colère de se battre contre ce gouvernement. Car c'est bien ce dont on aurait besoin : un grand mouvement de grèves et de manifestations ! Ce serait la meilleure réponse contre la montée des Trump, Musk et Bardella, qui font leur beurre sur la misère sociale et créent un climat propice aux actions de groupuscules fachos, tout en proposant un programme tout aussi patronal, et encore plus réac que les dirigeants actuels.

Pour que tout cela existe, il faut faire grandir les mobilisations existantes, multiplier les initiatives de mobilisation et convaincre le plus possible d'étudiants de rejoindre les assemblées générales qui se tiendront dans les jours à venir. Notre force pour balayer les gouvernements et leur politique, c'est notre nombre et notre combativité.

PROCHAINE ÉTAPE, LES JOURNÉES DU 11 ET 13 MARS !

Les syndicats de l'enseignement supérieur appellent à la mobilisation le 11 mars, et les étudiants de Rennes 2, en lutte depuis plus d'un mois, le 13 mars. Les organisations de jeunesse ont lancé un appel, dont nous sommes signataires, à la grève et à la mobilisation dans les facs ces 11 et 13 mars. Faisons exploser la colère contre ce gouvernement partout dans le pays !

PAR **VICTOR MENDEZ** ET **UMA DAUNAI** • 18/02/2025

Rennes : la mobilisation continue malgré la répression !

Après avoir essayé d'étouffer la mobilisation en fermant administrativement l'université pendant une semaine, la présidence de Rennes 2 enrage de voir des étudiants et membres du personnel en colère se regrouper par centaines en assemblées générales. Pour étendre la mobilisation, plusieurs manifestations, regroupant parfois plus d'un millier de personnes, sont allées débrayer les autres campus de la ville, de la fac de santé à la fac de droit, en passant par les beaux-arts et la fac d'économie. Devant l'hôpital, les étudiants ont scandé le slogan : *« de l'argent, il en faut, dans les caisses des hôpitaux ! »*, conscients de la nécessité d'une lutte commune face aux attaques du patronat et de l'État à son service.Face à une mobilisation qui devient nationale, la répression s'intensifie. Le 11 février dernier, les étudiants ont décidé de manifester depuis la fac pour rejoindre un rassemblement du personnel, malgré le refus de la bureaucratie de la FSU de laisser les étudiants intervenir à son congrès la semaine précédente. Cette manifestation a été violemment stoppée par la police, qui a choisi de repousser à coups de matraque les étudiants dans l'enceinte du campus, se permettant même d'y pénétrer et d'arrêter un des manifestants. Loin de toutes celles et ceux qui ont peur de l'organisation à la base, les étudiants et employés de l'université de Rennes continuent leur mobilisation !

CORRESPONDANTS • 18/02/2025

BORDEAUX : MANIFESTATION RÉUSSIE CONTRE LES COUPES BUDGÉTAIRES

Lorsqu'une mobilisation existe sur le campus depuis deux semaines, mais qu'elle peine à grossir au-delà de 150 personnes en AG, comment réussir à durer, à se faire voir, à s'étendre ? C'est à cette question que les étudiants de Bordeaux, mobilisés contre les budgets tronçonnés et la sélection, ont essayé de répondre en organisant une manifestation sur les différents campus mardi 11 février, en réponse à un appel de Rennes 2. Le cortège est parti à une centaine de la fac de lettres et a grossi en chemin, jusqu'à réunir 300 personnes dans le hall de Sciences Po. Même si les coupes budgétaires ne les touchent pas directement, les étudiants de Sciences Po forment un gros bataillon de la mobilisation ! Dans le hall, des slogans dénonçaient les patrons comme les commanditaires de l'austérité et les massacres en Palestine. La manifestation a ensuite défilé dans le campus de sciences, passant dans les amphis : *« Fac de sciences, avec nous ! Contre Macron et Bayrou ! »* Objectif : l'extension !

CORRESPONDANTS • 17/02/2025

LILLE : POLICE HORS DE NOS FACS !

Mardi 11 février, les étudiants de l'université de Lille étaient réunis à presque 200 en assemblée générale pour voter le blocage de la fac. Dès 6 heures le lendemain, la police était sur place. Pour empêcher tout blocage, elle a arrosé les étudiants de gaz lacrymogène depuis la cour de l'université. Avant de recommencer vers 7 h 40, pour empêcher d'entrer les manifestants… ainsi que les étudiants qui se rendaient simplement en cours !

Si le président de l'université a fait intervenir la police, c'est qu'il craint que la mobilisation ne s'amplifie. Il mise sur la répression pour tuer la contestation dans l'œuf. Les gaz lacrymogènes, les contrôles de sacs et de cartes étudiantes par des policiers lourdement équipés servent avant tout à effrayer. Hélas pour eux, les étudiants ont passé le reste de la matinée à déambuler dans la fac, en scandant : *« du fric pour les facs, pas pour les flics, ni pour l'armée »*.

CORRESPONDANTS • 18/02/2025